

# la cause du peuple



Pour un journal indépendant et révolutionnaire

N°53 JUILLET-AOÛT 2021

WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO



# 66%

## D'ABSTENTION

### DANS QUELLE DÉMOCRATIE VIVONS-NOUS ?

C'est l'été, et nous venons de vivre deux élections où 66 % de l'électorat a refusé d'aller participer à la mascarade des urnes. Tout ça dans une période où la lutte de classes est intense...

PAGE 2

#### THÉORIE

Démocratie ou dictature ?  
PAGE 10

#### LE CHEMIN DU POUVOIR

Irak : un mouvement de contestation lutte contre la domination de l'Iran et des États-Unis  
PAGE 12

#### FEMMES EN LUTTE

Turquie : le gouvernement retire le pays d'un traité sur les droits des femmes  
PAGE 13



#### CULTURE

Présidents : un film révélateur de notre époque  
PAGE 15

#### LUTTE DES CLASSES

### QUE NOUS RÉVÈLENT LES DERNIÈRES ÉLECTIONS AVANT LES PRÉSIDENTIELLES ?

On est reparti pour un tour : l'été est là et on nous diffuse déjà à la télé, dans les médias, sur internet, des sondages et des actualités sur les élections présidentielles. Pourtant, à peine en juin, deux autres élections ont eu lieu ! C'était les élections régionales et départementales. Elles ont été bien vite oubliées

et mises sous le tapis par les éditorialistes de tous bords. Ce n'est pas étonnant : ces élections ont vu un record absolu d'abstention en France. Du jamais vu. Embarrassant pour la démocratie bourgeoise française.

PAGE 4

#### L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

### LIBAN : LES MASSES CONTINUENT À AFFRONTER DES DÉCENNIES DE DOMINATION

Alors que presque un an s'est écoulé depuis l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth, les familles des victimes ont réalisé un événement symbolique avec des cercueils vides le 13 juillet à la maison du ministre de l'Intérieur intérimaire, Mohammed Fahmi. La rage des manifestants a rapidement conduit à des

violences et le bâtiment a été saccagé.

PAGE 6



## DANS QUELLE DÉMOCRATIE VIVONS-NOUS ?

C'est l'été, et nous venons de vivre deux élections où 66 % de l'électorat a refusé d'aller participer à la mascarade des urnes. Tout ça dans une période où la lutte de classes est intense : de nombreuses grèves ont lieu, la crise sanitaire et économique touche durement un grand nombre d'entre nous à travers le pays, et Macron a d'ores et déjà annoncé une nouvelle réforme des retraites après avoir confirmé celle de l'assurance chômage. Tout cela après les Gilets jaunes, la loi Sécurité globale, la loi Blanquer sur l'école, la loi asile et immigration, etc. C'est un déluge d'attaques contre le prolétariat et les masses que Macron fait peser sur nous depuis son élection. Et pour les présidentielles à venir, lui et ses concurrents nous promettent pire encore.

Dans quelle démocratie vivons-nous ? Quand Valérie Bacot, qui a subi 25 ans de tortures par son mari, est condamnée à plusieurs années de prison avec sursis et à un long et douloureux procès après un an de détention provisoire pour s'être défendue ; quand Assa Traoré et son frère Bagui sont traînés devant les tribunaux ou en prison pour tenter de les intimider et d'empêcher la lutte contre les violences policières ; tout ça alors même que le ministre de la Justice « oublie » de déclarer 300 000 € de revenus, et que le ministre de l'Intérieur est accusé de viol. Est-ce cela, une vraie démocratie ? Non, ce sont des preuves du deux poids deux mesures qui règne dans la société française aujourd'hui, des preuves de la répression violente de l'État bourgeois pour tenter de faire baisser la tête à celles et ceux qui osent lutter contre cela.

Dans quelle démocratie vivons-nous ? Au-delà de nos frontières, dans les très nombreux pays opprimés qui composent la majorité du monde en Afrique, Asie, Amérique latine, Europe de l'Est, on voit aujourd'hui de très nombreuses soi-disant « démocraties » s'effondrer sur elles-mêmes. Du Liban, où Macron lui-même voulait nommer le gouvernement, jusqu'à l'Inde, la Turquie, la Pologne, la Hongrie, le Mali, le Pérou... tant de régimes revendiquent le titre de « démocratie ». Pourtant, la bourgeoisie locale, qui mange dans la main des maîtres français, américains, russes, allemands, chinois, anglais ou autre, n'est en rien démocrate. En période de crise, comme nous le vivons aujourd'hui, la bourgeoisie jette aux orties la démocratie et préfère le coup d'État, la dictature ouverte.

Dans ce numéro, nous aborderons donc la question de la démocratie. Nous décrivons la crise de la démocratie bourgeoise française, le lien entre démocratie et impérialisme, la théorie de la démocratie et de la dictature, la lutte pour les droits démocratiques, et bien d'autres sujets. Nous considérons que c'est une question importante à notre époque. Car en somme, derrière la démocratie, il y a le sujet central du pouvoir politique. Qui détient le pouvoir ? Qui l'exerce ? Contre qui ? C'est le rôle du prolétariat de s'en emparer et d'exercer son pouvoir à travers la révolution socialiste. Alors seulement, nous pourrions connaître une réelle démocratie.



**Des salariés grévistes de la Fonderie de Bretagne ont brûlé leur carte d'électeur pour protester contre la complicité des politiques avec le groupe Renault qui exploite et harcèle ses employés.**

## BRÈVES DE LUTTE

**POLÉMIQUE ISLAMOPHOBES AUTOUR DES DANSES TRADITIONNELLES ET DES DRAPEAUX « ÉTRANGERS »**

Pour ne pas changer, une énième polémique islamophobe dans la continuité de la loi « séparatisme », de la charte des imams, etc. C'est le 30 juin que la députée Les Républicains Annie Genevard dénonçait à l'Assemblée nationale les familles qui « brandissent des drapeaux étrangers ou manifestent par des danses[...]les traditions qui sont les leurs ». On comprend très bien alors quelle communauté est visée. Gilles Platrer, maire LR, est là pour nous le rappeler sur le plateau de CNews « Ils chantent avec des connotations plus ou moins religieuses et se mettent à danser avec des tam-tams. Le problème, c'est l'Afrique du Nord. Moi, j'ai marié des Colombiens, des Ukrainiens... je n'ai jamais eu de problème ! ».

**BRIGITTE GAZEL CANDIDATE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL TRAITE LES FRANÇAIS DE CONS ET ESPÈRE DES ATTENTATS**

Le 3 juillet, la militante du Rassemblement National confiait au Parisien à la sortie du congrès de son parti que si leurs résultats aux régionales et départementales ont été si mauvais, c'est « parce que les Français sont cons ! ». Elle poursuit, espérant que cela les fera gagner « D'ici la présidentielle, il y aura bien des attentats ! ». La commission de discipline du RN a été saisie et n'a pas encore (étonnement) rendu son verdict. Le congrès du RN a confirmé la ligne de « normalisation », le but étant de se rendre assez sexy pour avoir ce qu'il faut dans un second tour aux présidentielles et enfin montrer qu'il peut gouverner. Pour les intérêts de qui ? Certainement pas contre la bourgeoisie.

**PROCÈS DU COMMANDO DE LA FAC DE DROIT DE MONTPELLIER : DES PEINES BIEN RIDICULES**

Le jugement du procès du commando organisé contre des étu-

diant.e.s grévistes en 2018 a été rendu le 2 juillet. Ce commando cagoulé avait fait irruption dans un amphithéâtre occupé par une quarantaine d'étudiant.e.s pour les tabasser et les chasser, armé de lattes de bois et de gants renforcés. Plusieurs étudiant.e.s avaient été blessé.e.s. Le commando était alors notamment composé de l'ex-doyen Philippe Pétel écopant de 18 mois de prison avec sursis avec 2 ans d'interdiction d'exercer une fonction publique, du professeur de droit Jean-Luc Coronel et sa femme Patricia Margand écopant chacun de 6 mois ferme chez eux avec bracelet, et 1 an ferme pour Martial Roudier fils du fondateur de la fasciste Ligue du Midi.

**LA SAMARITAINE ET LE SIÈGE DE LOUIS VUITTON TAGUÉS PAR LES MILITANT.E.S D'ATTAC**

Le 3 juillet, l'association Attac mena une action sur la Samaritaine et le siège de Louis Vuitton, propriétés de Bernard Arnault, pour dénoncer le « gang des profiteurs » de la crise dont fait partie Arnault et son groupe LVMH. Pour l'année 2021, le « gang des profiteurs » que sont les capitalistes français s'apprête à verser 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une augmentation de +22 % par rapport à 2020. La crise ne touche visiblement pas tout le monde de la même façon : on serre la ceinture des travailleurs, on les licencie, pour engraisser encore plus les bourgeois.

**PLUSIEURS MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE SUITE À L'ALLOCUTION DE MACRON**

Le 12 juillet, Macron a annoncé la mise en place du pass sanitaire pour le 21 juillet, la réforme de l'assurance chômage pour le 1er octobre, la relance de la réforme des retraites « quand les conditions sanitaires seront réunies », et d'un revenu soi-disant d'engagement pour les jeunes. C'est un coup de pression mis envers les travailleurs comme un papa pourrait gronder ses enfants. Le pass sanitaire revient à

rendre obligatoire la vaccination. Nombreux prolétaires rejettent en bloc les autorités et avec eux la vaccination, comme dans de nombreux pays notamment en Europe. En face, la bourgeoisie agit avec le peuple en tant qu'exploiteur, ne s'intéresse qu'à avoir une main-d'œuvre pas trop malade et n'a que faire de devoir convaincre, en fait elle n'y arriverait même pas tant elle est détestée.

**LA POLICE GAZE ET INTERPELLE DES GRÉVISTES DES AÉROPORTS DE PARIS**

Le 9 juillet, la lutte des travailleurs grévistes des aéroports de Paris fut déterminée. À Roissy, les grévistes avaient réussi à bloquer les voies routières d'accès à l'aéroport accompagnés de pompiers venus les soutenir. Les grévistes de Roissy se sont héroïquement défendus face à la lacrymo de la police. À Orly, plusieurs responsables syndicaux et meneurs ont été interpellés pendant leur blocage. Le mouvement de grève dans les aéroports de Paris a débuté fin juin contre le plan PACT qui prévoit une baisse ou une suppression des primes, et un licenciement en cas de refus. Le 16 juillet, une grève a été entamée aux aéroports de Nantes, Marseille et Nice pour les mêmes raisons.



# ANALYSE : QUE NOUS RÉVÈLENT LES DERNIÈRES ÉLECTIONS AVANT LES PRÉSIDENTIELLES ?

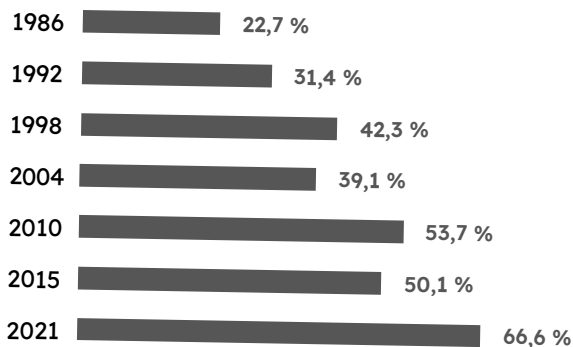
On est reparti pour un tour : l'été est là et on nous diffuse déjà à la télé, dans les médias, sur internet, des sondages et des actualités sur les élections présidentielles. Pourtant, à peine en juin, deux autres élections ont eu lieu ! C'était les élections régionales et départementales. Elles ont été bien vite oubliées et mises sous le tapis par les éditorialistes de tous bords.

Ce n'est pas étonnant : ces élections ont vu un record absolu d'abstention en France. Du jamais vu. Embarrassant pour la démocratie bourgeoise française. Ce sont deux tiers des inscrits qui se sont abstenus, 66 % environ, lors des deux tours. Concrètement, plus de 30 millions de personnes ne sont pas allées voter. Alors même que ces élections avaient été repoussées de plusieurs mois en raison de la pandémie, elles ont été de très loin les deux scrutins les moins suivis de tout le pays.

Cette abstention est la plus grande leçon à tirer de ces élections. Depuis 2017, quand Macron a été élu président, elle a sensiblement augmenté. En réalité, aucun scrutin depuis son élection n'a su mobiliser décisivement plus de la moitié de l'électorat. Qui s'abstient ? C'est en très grande majorité le prolétariat et la classe ouvrière : 75 % des employés et ouvriers se sont abstenus, près de dix points au-dessus de la moyenne nationale. Cette tendance de fond grimpe depuis 2017, quand 69 % et 65 % des ouvriers et employés s'étaient abstenus au second tour des législatives. Elle est la preuve d'un ras-le-bol général de la politique bourgeoise et des cycles électoraux qui vient renforcer la crise politique que nous connaissons. Le prolétariat ne voit pas d'issue favorable dans le faux choix qu'on lui propose tous les deux ans aux urnes. En 2018-2019, à l'occasion des européennes, le grand mouvement des Gilets jaunes avait démontré cette réalité sur le terrain. La crise sanitaire du COVID n'a fait qu'accentuer cela, en mettant en avant les nombreuses failles de l'État français dans la gestion de la crise. Ainsi, les élections municipales de 2020 avaient elles aussi déjà été ignorées en masse. Mais entre 2020 et 2021, ce sont plus de 5 millions de votantes et votants qui ont décidé de ne pas aller aux urnes cette fois-ci. C'est une progression très importante.

Passons désormais aux résultats. Ces élections ont vu le maintien quasi absolu des mêmes majorités dans les régions et les départements. Ce sont les partis « traditionnels » de droite (LR) et de gauche (PS) qui en ressortent les grands vainqueurs. Pourtant, depuis 2017 et la décomposition du PS, la politique bourgeoise française semblait s'orienter autour d'un duel entre le parti de Macron et le parti de Le Pen. Comment expliquer alors ces résultats qui pourraient paraître surprenants ? Eh bien, que l'on parle de la République en Marche ou du Rassemblement National, ce sont des mouvements/partis qui sont faits pour l'élection présidentielle, et pas pour les scrutins locaux. C'est parti-

## ÉVOLUTION DE L'ABSTENTION (1<sup>ER</sup> TOUR DES RÉGIONALES)



culièrement vrai pour la République en Marche, qui a échoué à toutes les élections locales depuis sa création. À leur tête, on retrouve une personnalité « présidentielle », pièce maîtresse de la politique française. À l'inverse, le PS ou LR, eux, sont des partis qui ont été décapités de cette figure. À gauche il n'y a personne, et à droite, Xavier Bertrand tente de s'imposer en figure présidentielle, mais il n'appartient plus à LR depuis plusieurs années. Malgré tout, les deux partis conservent de nombreuses et nombreux élus locaux. Voilà d'où ils ont tiré leur vitalité lors de ces régionales et départementales, en comptant sur le soutien notamment de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie locale, pour être réélus. À gauche, les écologistes ont grappillé sur le PS dans les grandes métropoles comme l'Île-de-France, et les insoumis ont réalisé de très mauvais scores. Il faut noter que le RN, toujours présenté comme le « parti des classes populaires » ou « parti des ouvriers » n'a en réalité pas d'implantation locale dans le prolétariat. Ses candidats locaux, régionaux, sont en général des notables du coin, des petits bourgeois et des bourgeois, et le RN a, comme les autres partis, subi de plein fouet l'abstention des masses françaises.

Ces résultats compteront-ils lors des élections présidentielles à venir ? Rien n'est moins sûr. Il est clair que la droite a pour intention de surfer sur la vague de cette élection le plus possible. Pour le gouvernement Macron et ses suiveurs, tout comme pour le clan Le Pen et le RN, il faut à tout prix oublier cette erreur de parcours. C'est dans ce sens que le congrès du RN tenu en juillet a confirmé Marine Le Pen comme candidate pour 2022. Dans la gauche bourgeoise, ça s'agite au PS, chez les écolos et les insoumis afin de tirer son épingle du jeu et de trouver la candidate ou le candidat qui pourrait changer l'élection. Autant chercher une aiguille dans une botte de foin. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, ce qui domine toute cette élection, c'est le rejet massif de la farce électorale. Lors de l'élection présidentielle à venir, qui est traditionnellement la plus mobilisatrice en France, il s'agira de faire en sorte que cette abstention se transforme en boycott actif et s'installe durablement dans le paysage de la politique française.

## BRÈVES INTERNATIONALES

### **VERS UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE : UN RAPPORT ÉTASUNIEN ÉTUDIE LES CAPACITÉS FRANÇAISES POUR UNE GUERRE CONTRE LA RUSSIE**

Le think tank étasunien RAND Corporation, financé par le gouvernement étasunien, a publié un rapport intitulé « Un allié de poids aux capacités limitées, Un aperçu des capacités de défense de la France dans une perspective de partage des tâches ». Voici la conclusion : une des armées européennes les plus puissantes et diversifiées dans ses opérations, mais ne peut tenir sur le long terme dans une guerre de haute intensité, symétrique. Ainsi, la France servirait d'une excellente base arrière pour les États-Unis dans un conflit engageant l'OTAN en Europe contre la Russie. L'armée française a pour projet de former 10 000 de ses soldats à un tel conflit. Orion, un grand exercice militaire en Champagne-Ardenne, est prévu pour 2023.

### **FULGURANTE AVANCÉE DES TALIBANS : L'IMPÉRIALISME ÉTASUNIEN TIGRE DE PAPIER**

Près de deux décennies après, les troupes américaines se retirent finalement d'Afghanistan permettant une avancée fulgurante des talibans face au gouvernement afghan. Le 9 juillet, un porte-parole des talibans à Moscou a déclaré que les talibans contrôlaient désormais 85 % du territoire afghan. Les talibans contrôlant les vastes zones rurales encerclent toutes les capitales provinciales. Amir Khan Muttaqi, haut responsable taliban, appelle les populations urbaines à entrer en contact avec eux pour parvenir à « un accord sensé » et éviter les « combats dans les villes ». L'armée afghane ne contrôle plus que les axes majeurs. Un millier de leurs soldats ont déjà déserté début juillet.

### **BIRMANIE : NAISSANCE D'UNE RÉSISTANCE ARMÉE CONTRE LA JUNTE**

L'armée birmane a tué 25 oppo-

sants lors d'affrontements avec un « groupe local de défense » dans le centre du pays le 4 juillet. Armés de fusils de chasse et d'armes artisanales, ces groupes de défense se sont multipliés autour de Saigang (centre) avec une multiplication d'escarmouches entre ces groupes et les militaires. À Mandalay (centre), un colonel et 2 autres officiers ont été tués lors d'un échange nourri de coups de feu. Un camion militaire a explosé le 18 juin dans le sud du pays. Depuis le coup d'État, le nombre de tués par l'armée est d'au moins 890.

### **CANADA : DÉCOUVERTE D'UNE FOSSE COMMUNE ET DE 2 CIMETIÈRES D'ENFANTS AUTOCHTONES ANONYMES**

En un mois, plus d'un millier de sépultures d'enfants autochtones ont été découvertes près d'anciens pensionnats pour autochtones gérés par l'Église catholique. Fin XIXe siècle, 139 établissements de ce genre ont été mis en place au Canada jusque dans les années 1990 dans le but d'assimiler ces enfants à la culture du colon. 150 000 enfants autochtones ont été concernés, au moins 4100 seraient morts dans ces lieux de tortures. Justin Trudeau verse des larmes de crocodile et nomme une Autochtone en tant que représentante de la reine d'Angleterre. Les masses autochtones déboulonnent des statues de colons et attaquent des églises. Le Pape ne présente pas d'excuses.

### **CUBA : MANIFESTATIONS INÉDITES CONTRE LE FAUX ÉTAT SOCIALISTE**

Des manifestations inédites ont éclaté le 11 janvier au cri de « Nous avons faim ! ». Des milliers de Cubain.e.s ont manifesté dans les rues de plus de 40 villes et villages, plus de 100 manifestant.e.s ont été arrêtés, 1 manifestant a été tué dans la banlieue de La Havane. Internet a été coupé puis rétabli le 14 juillet. Face à cette révolte, le gouvernement fait une concession et autorise temporairement les Cubain.e.s

duement frappé.e.s par la crise à rapporter de voyage des aliments, médicaments et produits d'hygiène sans payer de taxes. Joe Biden tente de tirer son épingle du jeu en affirmant être prêt à « aider le peuple de Cuba ».

### **RÉVOLTES EN AFRIQUE DU SUD : AU MOINS 212 MORTS RECENSÉS LE 16 JUILLET**

Suite à l'incarcération de l'ancien président Jacob Zuma, des révoltes ont éclaté dans le pays le 9 juillet et ne cessent depuis. Le président Cyril Ramaphosa a déclaré que le pays subit la pire escalade de violence depuis les années 90 dans le cadre de la lutte anti-apartheid. C'est qu'en vérité, l'apartheid n'a jamais été véritablement aboli et les « inégalités » (la domination blanche) n'ont jamais été réduites depuis. Des centaines de centres commerciaux ont été pillés et continuent de l'être, le prolétariat sud-africain affronte la police pour ne pas crever de faim, des milliers de soldats ont été déployés.



## LIBAN : LES MASSES CONTINUENT À AFFRONTÉ DES DÉCENNIES DE DIVISION ET DE DOMINATION

Alors que presque un an s'est écoulé depuis l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth, les familles des victimes ont réalisé un événement symbolique avec des cercueils vides le 13 juillet à la maison du ministre de l'Intérieur intérimaire, Mohammed Fahmi. La rage des manifestants a rapidement conduit à des violences et le bâtiment a été saccagé.

Selon les familles, Fahmi fait obstruction à toute enquête sur l'explosion en rejetant la demande du juge chargé de l'enquête sur l'explosion d'interroger l'un des plus hauts généraux libanais, le chef de la Sécurité générale, le général Abbas Ibrahim. Le prédécesseur du juge actuel a été démis de ses fonctions après avoir accusé deux anciens ministres de négligence ayant conduit à l'explosion. Pendant que les dirigeants libanais se protègent sous l'immunité, ils ne réussissent pas à diriger le pays. Le Premier ministre désigné, Saad Hariri, a démissionné le 15 juillet après neuf mois de négociations échouées, notamment avec le président Michel Aoun. Alors que le pays s'enfoncé de plus en plus dans l'une des pires crises économiques de l'histoire, le gouvernement ne fait rien et préfère se disputer en interne pour déterminer qui aura le plus de pouvoir. Depuis octobre 2019, les masses du Liban, quelle que soit leur religion, se sont rassemblées régulièrement dans les grandes villes du pays, pour manifester contre ce système politique pourri qui les divise selon leur communauté. Il a été mis en place par des dirigeants confessionnels sous la colonisation française, avant l'indépendance en 1944. Encore aujourd'hui, c'est le même système du « Pacte national libanais » qui permet aux puissances étrangères de protéger leurs intérêts dans le pays.

Alors qu'en France, les politiciens bourgeois s'opposent à la menace supposée du « communautarisme », le colonialisme français a empêché le Liban

de résoudre ses problèmes en renforçant les liens entre la religion et la politique, et en mettant en place un système qui divise le peuple en trois communautés principales. Les sept décennies qui ont suivi ont connu des vagues de crises politiques de plus en plus graves, qui ont mené à la situation du Liban aujourd'hui : chômage et inflation énormes, pauvreté, effondrement de la monnaie, pénuries de médicaments, d'essence et de matériaux de construction, marché noir en plein essor, grands problèmes de contrebande, sans oublier la gigantesque explosion de nitrate d'ammonium dans le port de Beyrouth, le 4 août 2020.

### LA FRANCE TEND LE PIÈGE

Comme dans toutes ses ex-colonies, la France a saboté la situation politique du Liban avant de lui laisser son indépendance formelle. En 1943, la France a mis en place un système parlementaire qui répartissait les sièges du parlement selon un recensement controversé, qui datait de plus de 10 ans. Pour cinq sièges détenus par des musulmans, six sièges seraient détenus par des chrétiens. En plus, le président, doté d'importants pouvoirs, serait toujours un chrétien maronite, le Premier ministre, un musulman sunnite et le président de la Chambre des députés, un musulman chiite. Cet arrangement difficile a plus ou moins fonctionné jusqu'en 1975, malgré de nombreuses tensions et la crise politique de 1958, résolues par une intervention militaire étasunienne à Beyrouth. Sous ce régime, le capital français a réussi à avoir une présence importante au Liban, y compris dans des secteurs clés comme l'énergie et les télécommunications. Le Liban a une position clé en Asie de l'Ouest, situé sur la côte est de la Méditerranée, au sud-ouest de la Syrie, au nord d'Israël et proche de la Turquie. Cette situation géopolitique fait du Liban une cible des impérialistes du monde entier. Pendant la « guerre froide », l'impérialisme étasunien,







le social-impérialisme soviétique et les puissances régionales ont cherché à exploiter la situation politique instable du Liban, afin d'établir et de consolider leur contrôle indirect sur ce territoire.

Après l'expulsion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de la Jordanie en 1970, les militants palestiniens se sont installés principalement dans le sud du Liban. Leur arrivée a rompu le fragile équilibre politique du pays. Le Liban était un des pays qui ont accueilli le plus d'exilés palestiniens, qui représentaient plus de 10 % de la population dans les années 1970. L'arrivée de l'OLP a créé un véritable État dans l'État, qui lançait des opérations militaires en Israël depuis le sud du Liban. Les impérialistes étasuniens se sont rendu compte que l'ancrage du mouvement palestinien au Liban risquait de faire pencher la politique en faveur des forces laïques, panarabistes et communistes pro-soviétiques du pays, au détriment des partis chrétiens maronites pro-occidentaux, qui détenaient l'avantage dans le système politique. En 1975, les États-Unis venaient de perdre leur longue guerre contre le peuple vietnamien, ils ne pouvaient pas se permettre de perdre leurs tentacules parasites au Liban. Comme d'habitude, les Yankees ont mobilisé leur chien de garde en Asie de l'Ouest : Israël, qui avait tout intérêt à intervenir au Liban, contre les bases de l'OLP. La stratégie d'Israël était d'exploiter les tensions religieuses croissantes, principalement entre les maronites d'un côté et les Libanais musulmans et les Palestiniens de l'autre. Après une explosion de violences religieuses en avril 1975, les tensions ont rapidement embrasé tout le pays, ce qui a déclenché la guerre civile. Les forces maronites ont reçu dès 1976 un soutien matériel indispensable de la part d'Israël, et même après la guerre civile, des milices maronites ont continué de combattre en alliance directe avec Israël. Ces milices se sont unies dans le Front libanais, une alliance principalement chrétienne dominée par des courants politiques fascistes. Elle s'opposait à l'OLP et à l'alliance du Mouvement national libanais (MNL). Le MNL représentait largement des sunnites unis par une politique panarabiste de

gauche en soutien aux palestiniens. Le MNL et l'OLP étaient alliés, mais dans les 15 ans de guerre civile qui ont suivi, les deux organisations ont souffert de pertes importantes à cause des interventions syrienne et israélienne. En 1982, l'invasion israélienne force l'OLP à déménager à nouveau, cette fois à Tunis. Cependant, une nouvelle force politique armée, qui représentait les chiïtes, émergea pendant la guerre civile avec le soutien de l'Iran : le Hezbollah.

Vers la fin de 1989, l'accord de Taëf est signé et ratifié, ce qui met fin à une guerre qui a coûté jusqu'à 150 000 vies. Le Hezbollah refuse de rendre les armes, et continue à lutter contre l'occupation israélienne, qu'il force à se retirer 11 ans plus tard. L'occupation syrienne, elle, a continué jusqu'à la « Révolution du cèdre » en 2005. Sous le nouvel accord, le système politique communautaire du Pacte national libanais a été modifié pour être plus équilibré entre les factions maronites, sunnites et chiïtes, mais le principe de la division religieuse est maintenu, avec les mêmes problèmes, dans une société encore plus fractionnée par l'expérience sanglante de la guerre civile. Le gouvernement était censé organiser la transition vers un système laïque, mais au contraire, le système confessionnel a continué à diviser les Libanais.

## LE POIDS DU PASSÉ

L'État du Liban est encore plus dysfonctionnel que la plupart des États bourgeois, parce qu'il ne fonctionne pas comme un ensemble. Il sert surtout à monter les Libanais les uns contre les autres pour servir les intérêts des impérialistes dans la région, et à enrichir les capitalistes bureaucrates qui gèrent le pays pour les puissances étrangères. Les capitalistes bureaucrates sont représentés par les factions religieuses du gouvernement, et chaque faction contrôle des ministères différents qui lui sont attribués, comme la justice ou la santé. Tous ces ministères font partie d'un seul État, mais ils sont utilisés pour servir les chefs de leurs communautés et enrichir les capitalistes bureaucrates.

## L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

L'État libanais n'a pas de fonctionnement cohérent, c'est plus un appareil de corruption et de népotisme communautaire et systémique.

L'économie du Liban est un reflet de l'affreuse situation politique. Les événements récents ont montré que toute l'économie du pays était basée sur un schéma de Ponzi. La banque centrale maintenait un taux d'intérêt élevé et les diverses banques libanaises, souvent liées à des politiciens communautaires, proposaient aux investisseurs étrangers des taux d'intérêt encore plus élevés. L'État et l'économie en général dépendaient de cette source de dollars étasuniens parce que le secteur tertiaire représente presque toute l'économie. Il n'est pas possible pour un pays soumis à l'impérialisme de nourrir et de loger sa population avec une économie basée presque entièrement sur des services et qui exporte très peu. Le gouvernement a donc mis en place un système avec lequel les importations sont en fait payées par les dollars des investissements étrangers. Pour rembourser les investisseurs, et leur garantir un taux d'intérêt élevé, le gouvernement attirait encore plus d'investisseurs, et utilisait leur capital pour rembourser les premiers investisseurs. Pour maintenir ce système, le secteur bancaire devait attirer toujours plus d'investissements, ce qui se compliquait avec la guerre en Syrie et la démission du Premier ministre en 2017. La guerre en Syrie depuis 2011 et surtout la première démission inattendue du 4 novembre 2017 du Premier ministre libanais Saad Hariri en Arabie saoudite (annulé à son retour au Liban) ont effrayé les investisseurs étrangers craignant l'instabilité politique. La dette du gouvernement et des banques a donc commencé à monter rapidement et en 2019, les banques sont tombées à court d'argent et ont limité les retraits. Pour ne rien arranger, le tourisme au Liban, réputé pour sa vie nocturne qui attirait des touristes du monde entier, a été détruit par la pandémie du COVID-19.

### RIEN À PERDRE, TOUT À GAGNER

Afin de réduire la dette pour accéder à des prêts, le gouvernement avait décidé de mettre en place un programme d'austérité et de nouvelles taxes sur le pétrole, le tabac et l'utilisation d'applications d'appels et de messagerie comme WhatsApp. Ces taxes, qui frappent le plus durement les pauvres et les travailleurs ont suscité une réaction sans précédent des masses libanaises. En octobre 2019, des Libanais de toutes les communautés ont commencé à manifester ensemble contre cet État incapable de leur rendre service, ou même d'agir contre les incendies de forêt, dévastateurs cette année-là. C'était inédit, dans un pays où les membres d'une communauté ne mettent jamais les pieds dans le village ou le quartier d'une autre communauté. À ce moment-là, la base sociale du système communautaire s'est effondrée, face à la lutte de toutes les masses libanaises contre ce système qui les opprime tous. L'explosion du 4 août 2020 a renforcé la solidarité du peuple, qui a vu que le gouvernement ne faisait rien pour aider les gens touchés par cette catastrophe. Les Libanais de toutes les religions se sont organisés ensemble pour aider les victimes et nettoyer les dégâts. Pendant ce temps, le gouvernement, qui était au courant de la présence de centaines de tonnes de nitrate

d'ammonium stockées dans le port, n'a rien fait. Les impérialismes concurrents ont encouragé la création de cet État parasitaire, dans leurs efforts agressifs pour le faire passer sous leur influence, mais il est devenu évident pour le prolétariat libanais que cet État ne lui sert à rien. Il y a déjà environ 12 millions de Libanais qui vivent à l'étranger, alors qu'il n'y a que 4 millions d'habitants dans le pays, mais pour ceux qui restent, il est clairement nécessaire de lutter contre ce système corrompu. L'effondrement de la livre libanaise a beaucoup réduit les salaires, alors que les prix des produits importés montent sans cesse, le prix de la nourriture a plus ou moins triplé et le prix de la viande a quadruplé. Le gouvernement continue de subventionner des produits essentiels, mais la Banque mondiale et le Fonds monétaire international demandent qu'il mette fin aux subventions pour lui accorder des prêts. De plus, beaucoup de produits subventionnés sont sortis clandestinement du pays pour les vendre plus cher en Syrie. Le pays entier glisse rapidement vers la pauvreté, pendant que les familles des chefs politiques historiques continuent à faire la fête dans leurs yachts.

### L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EXPLOITE LA CRISE

Emmanuel Macron était le premier dirigeant étranger à visiter le pays, peu après l'explosion du 4 août. Il est revenu en septembre 2020 pour proposer une feuille de route au gouvernement, comme si le Liban était toujours une colonie française. En échange d'une aide internationale, le plan français incluait la mise en place d'un gouvernement de technocrates dans les 15 jours, des élections dans un avenir proche, et la réforme du secteur dysfonctionnel de l'électricité. Le gouvernement, lui, n'a toujours pas réussi à organiser un gouvernement d'intérim pour gérer la crise, les politiciens libanais ont préféré se concentrer sur leurs rivalités internes pour prendre l'avantage sur les autres factions du gouvernement. Cet échec a été une grande déception pour l'impérialisme français, qui espérait intervenir dans la crise afin de devenir dominant dans ce pays, divisé surtout entre intérêts de l'Arabie saoudite et l'Iran. Afin d'obtenir ce qu'il veut, la France menace maintenant le gouvernement avec des sanctions pour ne pas être parvenu à un accord permettant d'avancer selon le plan français. En même temps, la France et les États-Unis font de leur mieux pour soutenir l'armée libanaise, qui peut à peine nourrir ses soldats. Les États-Unis porteront leur financement pour l'armée libanaise de 15 millions de dollars l'année passée à 120 millions. Les impérialistes empêchent l'armée de se ruiner parce que l'armée maintient l'État. Si l'État tombe, le Hezbollah, ennemi des États-Unis, deviendrait la force dominante sur le territoire. Le plan français représente la voie idéale pour l'impérialisme : préserver l'essentiel du système politique courant, mais en le transformant en appareil technocratique bien obéissant. Pendant que la droite du mouvement populaire affiche son soutien au plan français, la majorité sait que rien ne changera sans un nouveau système politique qui porte les intérêts du peuple. Pour y parvenir, le peuple libanais devra faire face aux impérialistes qui veulent exploiter toujours plus la situation pour leur propre avantage géopolitique et économique.



# HAÏTI : LE PRÉSIDENT ASSASSINÉ, LES APPELS AUX INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES SE MULTIPLIENT

Le 7 juillet 2021, le président de la République d'Haïti, Jovenel Moïse, est assassiné, officiellement par un commando. La situation actuelle de l'enquête est encore floue. Un « commando colombien » est mentionné. Comme révélé par une source locale dans Mediapart, cette hypothèse « arrange tout le monde. Trop de gens sont impliqués en interne. ». Connaîtrons-nous l'identité des assassins et commanditaires ? Dans Mediapart à nouveau, un interlocuteur local ironise : « Les Américains peuvent tout arranger ! Cela va dépendre de ce qu'ils décideront de faire en Haïti ». Jovenel Moïse était un président tyran, élu en 2016, qui a cherché à écraser le mouvement social venu des quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, la capitale, lors d'une crise politique commencée en 2019 dans le pays.

Moïse s'était accroché au pouvoir, remaniant constamment son gouvernement, tentant de prolonger son mandat, de supprimer les attributions de certaines institutions comme le Parlement et la justice... Sous sa présidence, l'économie a plongé, la malnutrition s'est développée et les gangs sont devenus des forces majeures de la société haïtienne. Haïti, qui s'était héroïquement libérée de la domination coloniale et esclavagiste française il y a 217 ans, est aujourd'hui un des plus pauvres pays du monde. Le pays est sous coupe réglée des différentes puissances étrangères et les élites haïtiennes bourgeoises sont profondément corrompues par les impérialistes américains, français, canadiens... Le gouvernement dépend en grande partie de l'aide étrangère étasunienne, et il n'est donc pas étonnant que Jovenel Moïse ait été un grand allié et défenseur des États-Unis durant sa vie.

Depuis son assassinat, le pays connaît un vide de pouvoir : de nombreux hommes politiques et autres ont cherché à déclarer leur légitimité à gouverner. C'est une crise grave pour la politique haïtienne.

Immédiatement, aux États-Unis comme en Europe, des appels se sont multipliés pour une inter-

vention étrangère en Haïti. Ainsi, on pouvait lire dans Le Monde : « Il est irréaliste d'envisager de tenir des élections "justes et libres", comme l'exige la procédure démocratique, dans les circonstances actuelles. Le bon sens incite à cesser provisoirement de s'accrocher à la condition sine qua non des élections : c'est de gouvernance qu'Haïti a besoin dans l'immédiat. Aider les Haïtiens à former un gouvernement de transition, susceptible de stabiliser le pays afin de le mener à des élections, devrait être la priorité des États-Unis appuyés par les pays de l'Organisation des États américains. » Dans le New York Post, c'est l'intérêt américain qui est mentionné : « Les États-Unis et les autres membres de la communauté internationale devront agir rapidement pour empêcher que la situation ne devienne encore plus incontrôlable. Il est dans notre intérêt de le faire. »

C'est une réaction qui n'est pas surprenante : en prétextant l'absence de démocratie ou la nécessité de la rétablir, des puissances impérialistes organisent la potentielle invasion d'un pays et son occupation par des troupes étrangères. Cette tactique a de nombreuses fois été utilisée par les États-Unis, notamment au Moyen-Orient dans les 20 dernières années. En Haïti, des « officiels » bourgeois ont d'ores et déjà appelé les USA à l'aide. Pourtant, jusqu'ici, l'absence de démocratie sous la présidence de leur chien Moïse ne semblait pas gêner les USA.

Haïti et le peuple haïtien n'ont pas besoin du président des États-Unis ou de l'armée américaine pour résoudre les problèmes durables de la société haïtienne et y établir une réelle démocratie. Au contraire, ce sont les États-Unis et les autres impérialistes, comme la France, qui ont fait d'Haïti une société instable et non-démocratique comme elle l'est aujourd'hui. Il ne faut jamais faire confiance aux pompiers pyromanes : en justifiant une intervention pour éteindre les flammes de la crise politique, ils ne renforceront que plus profondément la crise générale en Haïti, en installant leurs pantins sur le trône de la présidence.



# DÉMOCRATIE OU DICTATURE ?

Qu'est-ce qu'une démocratie ? Qu'est-ce qu'une dictature ? Comment qualifier la France ? À ces questions, on entend souvent ce genre de réponses : « La démocratie c'est quand le peuple décide » « La démocratie c'est l'égalité de tous les citoyens, quand tout le monde peut s'exprimer ». « La dictature c'est une personne, un parti, une classe qui a tous les pouvoirs ». Mais qu'en est-il réellement ? Voilà des questions essentielles qui méritent d'être correctement traitées pour bien comprendre la nature de la société.

Ce que l'on associe le plus souvent à la dictature, c'est l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, la Corée du Nord, la Chine, etc. Pour défendre la France et les pays occidentaux, on dit que ce sont des États démocratiques.

Cette vision des choses revient à considérer qu'il existe des démocraties et des dictatures en général, pures, qui existent hors de la nature de classe de la société. Or en réalité, il ne peut pas y avoir une démocratie en général aujourd'hui, car ce n'est pas l'ensemble du peuple qui dirige mais seulement une petite fraction : la bourgeoisie. La bourgeoisie domine tous les pays du monde, elle maintient l'esclavage salarié avec ses lois, elle réprime avec sa justice et sa police, elle conquiert de nouveaux marchés avec son armée. La démocratie, elle ne se l'applique qu'à elle-même et pour les masses populaires, c'est la dictature.

Voyons quels sont les subterfuges que la classe dominante utilise pour faire croire à sa démocratie.

La bourgeoisie proclame l'égalité de tous les citoyens. On lit à l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » Tous les citoyens, qu'importe leur sexe, religion, couleur de peau ou nationalité, sont censés être égaux devant la loi, pourtant, c'est encore une promesse que la bourgeoisie n'a pas réussi à tenir. Le patriarcat, le racisme et la xénophobie sont des aspects bien présents de la société actuelle, le capitalisme ne les a pas brisés et il ne le peut pas, car il n'est intéressé que par la propriété privée et l'individualisme.

La bourgeoisie proclame la liberté de la presse. Mais qu'est-ce que la liberté de la presse, sinon la liberté pour les capitalistes de s'accaparer tous les journaux, tous les médias ? La très grande majorité des médias sont aujourd'hui contrôlés par des monopoles, très utiles pour la bourgeoisie afin de déployer son idéologie pour diviser la classe ouvrière et l'endormir. Les éditorialistes et chroniqueurs sont des représentants de la bourgeoisie et les rares invité.e.s prolétaires sur les plateaux sont toujours soumis à une grande opposition. Pourtant ce sont eux qui représentent la majorité du peuple français, mais la liberté de la presse bourgeoise c'est simplement la liberté pour la bourgeoisie

## ASSEMBLÉE NATIONALE : QUE FONT LES DÉPUTÉS ?

Cadres du privé et de la fonction publique  
180

Professions libérales  
103

Enseignants et autres fonctionnaires  
77

Autres (sans profession déclarée, autre profession, étudiant)  
57

Artisans, commerçants, chefs d'entreprise  
55

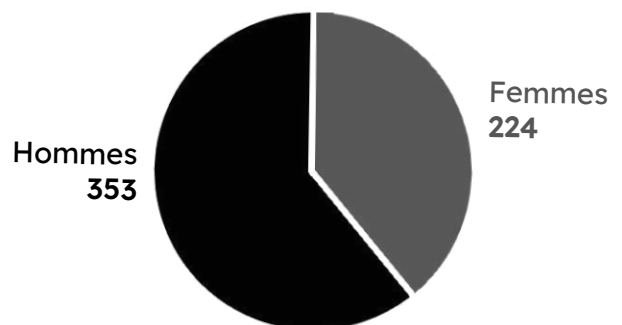
Retraités  
41

Permanents politiques  
29

Employés et ouvriers  
22

Agriculteurs exploitants  
13

## RÉPARTITION HOMMES / FEMMES



de s'exprimer. Pour qu'une réelle liberté de la presse existe, il faut l'affranchir de la domination du capital qui n'hésite pas à mentir et à tromper le peuple.

La bourgeoisie dit représenter l'ensemble de la nation. Mais l'Assemblée nationale n'est composée quasiment exclusivement que de bourgeois ou de petits-bourgeois, les prolétaires ne représentant qu'une toute petite poignée d'individus. Ces représentants sont choisis tous les 5 ou 7 ans en une journée au cours de laquelle les classes opprimées choisissent qui les dominera pour les années à venir, laissant la gestion de leurs affaires à d'autres mains. De plus, la politique qu'elle applique ne bénéficie pas aux larges masses populaires mais toujours à une petite fraction, avec comme but de tirer toujours plus de plus-value du travail, en paupérisant le prolétariat et en faisant passer les entreprises publiques dans le privé.



La bourgeoisie affirme que dans son régime, les problèmes sont résolus pacifiquement, qu'elle n'a pas besoin de la violence. Bien que la répression et la violence ne soient pas aussi prédominantes aujourd'hui en France que dans les dictatures militaires, cela reste néanmoins le moyen de traiter ceux qui posent un problème à la classe dominante. Il ne faut pas oublier que même la bourgeoisie est passée par une phase de dictature sur la monarchie sur laquelle elle a intensément utilisé la violence pour s'emparer de son pouvoir. Depuis, elle le maintient de la même manière. Parmi les nombreux exemples : la répression de la Commune de Paris de 1871 et ses dizaines de milliers de fusillés.e.s en une semaine, la répression des Gilets jaunes récemment avec ses dizaines de mutilé.e.s et ses 3000 condamné.e.s, la sale guerre contre la révolution algérienne ayant tué au moins 500 000 Algérien.ne.s. En réalité, la nécessité de la violence de la part de la bourgeoisie, à travers notamment la police, constitue une unité dialectique avec celle de la résistance ouvrière : plus cette dernière est grande et organisée, plus l'État bourgeois doit réprimer et se restructurer, avec comme solution la plus radicale le fascisme.

La bourgeoisie accepterait les oppositions et leur laisserait le droit à la parole. En effet, la bourgeoisie permet à des partis, des mouvements, des syndicats à priori sur une ligne différente d'elle d'exister. Est-ce que ces organisations présentent une menace pour l'ordre bourgeois ? Rien n'est moins sûr. Aucune des organisations politiques dont on entend parler ne remet en cause l'ordre bourgeois, la propriété privée de la production. La bourgeoisie se vante de permettre à ces supposées oppositions de s'exprimer et de participer à la vie politique, mais celles-ci ne sont pas fondamentalement opposées au régime bourgeois, elles sont juste des manifestations politiques de la petite-bourgeoisie, de l'opportunisme et du révisionnisme qui gangrènent le mouvement ouvrier. En réalité, si une organisation se distingue clairement avec une ligne révolutionnaire et qu'elle prend de l'importance, la bourgeoisie n'hésitera pas à faire usage de la violence, à arrêter, à assassiner

les révolutionnaires, comme l'histoire nous l'a montré à de bien nombreuses reprises.

La bourgeoisie prétend représenter et œuvrer pour la paix. Elle dit qu'on ne peut faire mieux que sa démocratie, qu'elle est stable et paisible. Or, c'est cette même bourgeoisie qui a engendré les guerres modernes, dont les plus effroyables incarnations sont les deux guerres mondiales, en cherchant de nouveaux marchés pour se sortir de la crise qu'elle avait elle-même créée, une contradiction qu'elle ne peut régler que par la guerre. Et elle a fait s'entretuer des dizaines de millions d'hommes et de femmes dans le monde au nom de la liberté, de l'égalité de la démocratie, et se prépare à nouveau pour de telles boucheries.

Face à la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, nous devons riposter en nous organisant pour arriver à la renverser et instaurer notre dictature, celle du prolétariat sur la bourgeoisie, pour que nous, les opprimé.e.s, puissions prendre nos affaires en main. Ce qui distinguera ce régime, c'est que ce sera la dictature de la grande majorité sur la petite minorité et non l'inverse comme dans toutes les civilisations antérieures. Nous ne devons pas hésiter à utiliser la violence pour contraindre les réactionnaires, les contre-révolutionnaires et tous ceux qui voudront rétablir l'ordre passé. Et de la même manière nous devons appliquer à fond des méthodes démocratiques avec l'ensemble du peuple à qui profitera la révolution et qui pourra enfin donner son avis et avoir une action concrète sur la politique.

Terminons cet article par la citation suivante des Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne du 1er Congrès de la IIIe Internationale :

**« la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière, la masse des travailleurs ramenée à la merci d'une poignée de capitalistes. »**

# IRAK : UN MOUVEMENT DE CONTESTATION LUTTE CONTRE LA DOMINATION DE L'IRAN ET DES ÉTATS-UNIS

Le chaos provoqué par l'invasion américaine de l'Irak en 2003 a provoqué plusieurs guerres civiles et une détérioration générale des conditions de vie des Irakiens. Le pays connaît aujourd'hui une double domination économique par les États-Unis et l'Iran. La corruption des institutions irakiennes ainsi que la forte détérioration de l'économie (un taux de chômage atteignant 40 % chez les moins de 25 ans) ont fait monter le mécontentement au sein de la population qui réclame aujourd'hui une nation réellement indépendante.

Différentes vagues de manifestations nationales ont eu lieu depuis 2015, portant des revendications similaires : réformes de l'économie et des services publics, hausse des salaires, lutte contre le chômage et la corruption et expulsion des troupes iraniennes présentes en Irak. Les revendications sont progressivement devenues plus radicales : une nouvelle vague de manifestations en octobre 2019 a fait descendre une partie de la population dans les rues afin de réclamer un changement de gouvernement et de constitution. Le mouvement a été violemment réprimé par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les manifestant.e.s, faisant 149 victimes en moins d'une semaine. Certain.e.s manifestant.e.s accuseront alors les milices pro-iraniennes d'être particulièrement impliquées dans cette violente répression.

Face à l'ampleur sans précédent des manifestations, le gouvernement de l'époque a annoncé différentes mesures sociales (construction de 100 000 logements, allocations pour jeunes chômeurs...) ainsi que la destitution de plusieurs commandants militaires impliqués dans la répression. Ces mesures ne suffiront pas à arrêter le mouvement qui reprendra rapidement en assumant cette fois une tournure plus nationaliste : la lutte pour les réformes laisse place à la lutte contre la domination de l'Iran sur le pays. Cette nouvelle vague de manifestations a été le théâtre d'actions de plus grande ampleur : grève générale, incendies de sièges de gouvernorat et d'un consulat iranien, attaque de QG de partis politiques et de milices armées... La démission du Premier ministre en novembre n'a pas suffi à arrêter le mouvement populaire qui a maintenu son développement dans de nombreuses villes du pays, et cela malgré une répression qui fera encore de nombreux morts.

Dans un contexte de tensions entre l'Iran et les États-Unis (ces derniers ayant provoqué des bombardements en Irak), le mouvement assume à partir de janvier des revendications anti-impérialistes à la fois contre l'Iran et les États-Unis, qui se disputent la domination du pays. Cette ligne nationaliste rappelle celle que porte le mouvement sadriste, un mouvement nationaliste irakien dirigé par Moqtada al-Sadr qui revendique l'indépendance totale de l'Irak face à l'impérialisme étasunien et iranien. Appartenant aux principales forces politiques du pays depuis 2018, ce



mouvement a soutenu le mouvement de contestation dès sa première vague en y investissant ses milices armées (les « Brigades de la paix »).

Durant les mois de contestations, le mouvement sadriste a vu son influence au sein du gouvernement s'accroître grâce à l'affaiblissement des forces politiques rivales au pouvoir. Le mouvement s'est emparé de nombreux postes importants au sein de l'État irakien, ce qui lui a permis d'avoir une influence majeure sur certaines décisions du gouvernement. Parmi ces décisions, une réforme du système électoral favorisant les partis soutenus par les classes populaires. Cela pourrait bien accélérer l'ascension des sadristes qui sont maintenant sûrs de pouvoir atteindre le poste de Premier ministre aux prochaines élections en octobre. Dans ce contexte d'ascension, et malgré les revendications anti-impérialistes du mouvement populaire, les sadristes ont finalement retiré leur soutien à la contestation en janvier 2020. Ils ont depuis participé à la répression en utilisant leurs brigades armées contre les manifestant.e.s, faisant 8 morts en février.

Le mouvement populaire de contestation qui a lieu en Irak depuis 2019 est le résultat de plus d'une décennie de domination du pays par des puissances étrangères. Le peuple irakien l'a très bien compris et réclame aujourd'hui, plus que de simples réformes, une réelle indépendance face aux États-Unis et à l'Iran. La trahison du mouvement nationaliste sadriste envers la contestation qui a favorisé sa montée en puissance est la preuve que les luttes anti-impérialistes pour l'indépendance nationale doivent être portées par des organisations réellement populaires, dirigées par et pour les travailleurs et travailleuses exploités. Partout dans le monde, de telles organisations émergent et sauront bientôt mettre un terme à la domination des pays impérialistes sur les nations opprimées.

## TURQUIE : LE GOUVERNEMENT RETIRE LE PAYS D'UN TRAITÉ SUR LES DROITS DES FEMMES

Après plusieurs mois de délibération, la décision a été annoncée formellement le 1er juillet : la Turquie se retire de la Convention d'Istanbul. Cette convention avait été signée en 2011 par de nombreux pays d'Europe. Elle concerne la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

C'est le président turc fasciste, Recep Tayyip Erdogan, qui a décidé de ce retrait avec son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement, le parti au pouvoir). Concrètement, ce texte obligeait les États à établir des lois pour réprimer la violence domestique et d'autres abus contre les femmes, comme le viol conjugal, la mutilation génitale féminine, etc. Erdogan jugeait que ces dispositions « attaquaient les structures familiales protégeant la société ». Une autre manière de dire que pour protéger une vision traditionaliste de la famille, il faut autoriser les violences conjugales les plus détestables.

Face à cette décision, des milliers de personnes, très largement des femmes, ont manifesté à Istanbul en entonnant des slogans comme « On ne nous fera pas taire, on ne nous fera pas peur, on ne nous fera pas plier ». Comme souvent en Turquie, la manifestation était très largement encadrée par la police, et exposait celles et ceux qui y participaient à des représailles. Malgré cela, la mobilisation a quand même eu lieu.

Que nous apprend cette situation en Turquie ? Dans ce pays où 300 féminicides sont commis chaque année, c'est-à-dire où 300 femmes sont tuées parce qu'elles sont des femmes, la situation s'aggrave. En France, ce sont environ 150 femmes qui sont tuées chaque année pour les mêmes raisons. Dans tous les pays du monde aujourd'hui, le patriarcat écrase les femmes, notamment les femmes du prolétariat et du peuple, et les conduit à connaître de la violence patriarcale tout au long de leur vie pouvant aller jusqu'à la mort. Comme la Turquie nous le prouve, la bourgeoisie de chaque pays ne défend pas les droits des femmes, elle les piétine à la première occasion.

En effet, les femmes, qui sont pourtant la moitié de l'humanité et de la classe, font toujours partie des premières attaquées par les réactionnaires. Leurs droits démocratiques sont purement et simplement bafoués. Ces droits, ce sont les libertés supposément conquises par les régimes bourgeois (en France par la Révolution française par exemple). Prenons un exemple des attaques qui sont faites aux droits des femmes. Le droit à disposer de soi et de son corps est considéré comme une liberté fondamentale. C'est l'une des plus vieilles libertés réclamées par les bourgeois, elle figure d'ailleurs dans les droits de l'Homme. Pourtant, combien d'exemples trouve-t-on aujourd'hui où ce droit est piétiné en pratique par les mêmes bourgeois qui le réclament à cors et à cris en théorie ? Les archi-réactionnaires comme Erdogan en Turquie, Modi en Inde, etc. sont des exemples. Dans leurs pays, ils soutiennent les

pires violences patriarcales. En France, la persistance de l'impunité dans les cas de viols conjugaux est un autre exemple, parmi de nombreux autres. Au Pérou, lors de la présidence du fasciste Fujimori, dans les années 90, ce sont 300 000 femmes et 25 000 hommes indigènes qui ont subi des stérilisations forcées. Cela avait pour but d'écraser la révolution dans le pays, que les indigènes étaient accusés de soutenir en masse. Les femmes étaient alors visées prioritairement : elles pouvaient mettre au monde de nouvelles et nouvelles révolutionnaires. On voit bien avec ces quelques exemples que les femmes sont en première ligne des poussées réactionnaires de la bourgeoisie, qui peut même aller jusqu'à recourir à des pratiques génocidaires (stérilisations forcées) dans sa répression violente.

Ainsi, ces mêmes droits et libertés que les régimes bourgeois sont censés garantir, ils ne les respectent pas et créent même les outils pour les défaire dès qu'ils en ont besoin. Comment faire pour s'opposer à cela ? Il ne s'agit pas de défendre les conventions et les traités, comme la Convention d'Istanbul. En effet, malgré la signature de ce texte par exemple, les féminicides ont quand même augmenté dans les années 2015-2020 en Turquie. Il n'y a pas de salut à chercher de ce côté là. Non, face à l'attaque réactionnaire sur les droits des femmes, face à la défense libérale impuissante des textes sur les droits de l'homme, nous devons affirmer les droits démocratiques des peuples. Il ne peut pas exister de libération des peuples de l'oppression sans liberté pour les femmes, à commencer par la liberté évidente de ne pas être violentée car l'on est une femme. Cette lutte, qui s'est exprimée à Istanbul en juillet 2021 et résonne partout dans le monde, c'est la lutte du prolétariat et des peuples du monde entier pour leur libération.



# CONGÉ PATERNITÉ PORTÉ À 28 JOURS : UNE MASCARADE !

Pour les enfants nés à partir du 1er juillet, les pères pourront désormais avoir 28 jours de congé paternité contre 14 auparavant. C'est une réforme que Macron avait annoncée en septembre 2020.

L'Élysée nous dit qu'il s'agit d'une « avancée sociale majeure » qui s'inscrit dans la « grande cause nationale de ce quinquennat » que serait l'égalité hommes-femmes. Or un congé maternité, c'est 16 semaines... Pire : le congé paternité obligatoire est de seulement 7 jours contre 8 semaines pour le congé maternité. Macron ose affirmer dans son message suite à l'entrée en vigueur de cette réforme, que ce congé est « un tournant en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes au quotidien ». Technique politicienne bourgeoise à deux balles : même face à l'évidence, continuer à marteler le mensonge.

D'ailleurs, face à l'évidence, on ne peut complètement mentir, il vaut mieux jouer avec les mots et tenter de manipuler. Ainsi, quand on pense aux 7 jours obligatoires, on se dit déjà que le patron, eh bein il va carrément préférer cette option-là, pourquoi permettre 3 semaines de congé supplémentaire, et puis quoi encore ? « Et parce que tous les pères doivent se sentir libres de recourir à ce congé, nous avons décidé qu'une semaine sur les quatre proposées serait obligatoire. Cette semaine obligatoire, c'est une protection pour les pères qui ont un statut précaire. Car ce sont eux, aujourd'hui, qui prennent le moins leur congé, par crainte de perdre leur travail. » Voilà ce que Macron a à nous dire sur le sujet, en résumé : puisque je vous le dis que ma réforme est pensée pour les prolétaires !

Sans parler de la perte financière qu'il y a à prendre congé, ce n'est pas avec des mesures bureaucratiques que les mentalités patriarcales changeront et que le partage des tâches au foyer atteindra l'égalité, et c'est encore plus vrai en parlant de cette misérable réforme qui ne promet juste rien. Cela va nécessiter l'organisation de notre classe pour le combat contre la bourgeoisie et de multiples révolutions culturelles.

D'ailleurs, si le gouvernement hurle que la cause des femmes est leur grande cause nationale, c'est d'une part par opportunisme, d'autre part car ils sont bien obligés de composer leurs discours avec l'évolution des mœurs que porte la classe en particulier les femmes ouvrières, car cette époque est notre époque : celle de la révolution socialiste. Une époque où les femmes ouvrières n'ont pas intérêt au « rééquilibrage du partage des tâches », mais à une réelle égalité, pas à de vaines promesses, mais à une réelle politique en faveur des femmes ouvrières. En définitive, l'entretien du foyer, les tâches ménagères, la charge mentale de toutes ces tâches qui pèsent de tout son poids sur tout le prolétariat féminin, c'est tout un travail colossal fait pour la société GRATUITEMENT, et c'est aussi un moyen pour le capitalisme d'avoir la moitié de la main-d'œuvre corvéable et précarisée à souhait : les femmes occupent en majorité les postes à temps partiel, les tafs où il faut se lever tôt pour revenir plus tard dans la journée, etc. Le patriarcat divise la classe, et toute la classe ouvrière a intérêt à l'égalité dans les tâches du foyer. Hommes ouvriers comme femmes ouvrières ont tout intérêt à s'unir ensemble pour partir à l'assaut contre leur exploiteur commun : la bourgeoisie.

## LA PRESSE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE EN LIGNE SUR



[WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO](http://WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO)



# PRÉSIDENTS : UN FILM RÉVÉLATEUR DE NOTRE ÉPOQUE



**Un torchon.** Ces deux mots pourraient résumer ce film. On voit toutes et tous dans la vie de tous les jours, au détour d'une traversée dans les transports publics, dans la rue, les publicités, ces citations sur des affiches de film des critiques de la presse bourgeoise : Télé Loisirs, Le Monde, Le Figaro, etc. Évidemment, leurs critiques sont toujours positives, tout cela n'est qu'un vaste réseau bourgeois où les grandes sociétés de distribution de films (GAUMONT DISTRIBUTION, UGC DISTRIBUTION, STUDIO CANAL, PATHE FILMS) sont généralement rattachées en tant que filiales à des sociétés de production de films ou à des groupes de télévision. Possédant les droits de commercialisation et d'exploitation des films, ils les diffusent dans leurs salles de cinéma ou les vendent aux autres propriétaires de salles de cinéma. Ce sont donc eux qui s'occupent en amont de toute la stratégie médiatique : sélection des attachés de presse, organisation des avant-premières, circulation dans les festivals, etc. Tout cela explique le décalage abyssal qui existe systématiquement, excepté pour de rares films, entre les « critiques presse » et les « critiques spectateurs » sur les sites comme Allociné. Littéralement, on nous propose quasiment que de la merde ou des films « passables », et on tente de faire passer ces films pour l'excellence. *Présidents* fait partie de cette merde-là.

En août 2020, la réalisatrice du film Anne Fontaine, de son vrai nom Anne-Fontaine Sibertin-Blanc, bourgeoise franco-luxembourgeoise du 16ème et épouse du producteur Philippe Carcassonne (qui produit ses films), déclare que le confinement l'aurait stimulée dans l'idée d'un « temps différent ». Ce ne serait pas en lien avec « cette période », mais elle avait envie de quelque chose de « léger, drôle, fantaisiste ». Quel est le pitch de son film ? Nous sommes en décembre 2021, Marine Le Pen est donnée gagnante des élections présidentielles dans les sondages et la cote de Macron est en chute libre. C'est alors qu'intervient la réponse à la

« Cette comédie du pouvoir est irrésistible de drôlerie et bourrée de reparties mordantes, où Jean Dujardin et Grégory Gadebois se jouent de leurs modèles avec un talent comique qui relève de l'évocation poétique. » - *Télé Loisirs*

« Sur un point de départ aussi improbable que casse-gueule, Anne Fontaine tricote une farce politique savoureuse et drôlissime portée par un duo d'acteurs au sommet et des personnages secondaires féminins bien troussés, épouses entières ou jamais dupes. » - *Le Journal du Dimanche*

« Anne Fontaine met en scène Nicolas Sarkozy et François Hollande en Corrèze, en quête d'une alliance et d'un come-back improbables. Résultat : une comédie politique réjouissante. » - *Les Échos*

montée du fascisme pour le coup effectivement fantaisiste : Sarkozy. Le pauvre supporte mal l'arrêt de la vie politique (bien sûr, le film n'abordera pas une seconde toutes les affaires dans lesquelles a trempé Sarkozy ni ses condamnations), il consulte un psychologue car il ne sait pas quoi faire de ses journées, déprime, et passe même l'aspirateur dans son appartement du 16ème... fantaisiste, effectivement ! C'est alors qu'il se dit qu'il devrait se présenter en compagnie de François Hollande pour contrer la « menace brune » comme il le présente à Hollande dans le film pour le convaincre de leur nécessaire union. Ils se mettent alors en campagne tous les deux.



## CULTURE

Ce ne serait pas en lien avec « cette période », mais ça y ressemble quand même vachement ! Nous avons à faire à la posture bourgeoise qui quand ça l'arrange, fait passer les choses pour apolitiques. Pourtant le propos est clair : face à Marine Le Pen, le front républicain ! Dans ce qu'il y a de plus grotesque, une candidature commune entre un ancien président de droite et un autre de « gauche »... Car tout le long du film, « l'humour » ne se focalise absolument pas sur cette candidature, elle n'est pas vraiment tournée en dérision. La deuxième sujet mis en avant au côté du « front républicain », ce sont les ex-présidents en tant qu'humain avant tout. Donc ce qui est censé être drôle, c'est de voir Sarkozy passer l'aspirateur comme tout le monde évidemment (!), de voir Hollande dans sa campagne avec son « modeste domaine » comme tout le monde évidemment. Tout le film se donne pour tâche de présenter tout au long au final deux hommes normaux, qui ne seraient pas si différents des masses : Hollande prépare son propre pâté, il va au marché du village régulièrement comme tout le monde, Sarko écoute du rap pendant son footing, prend le TGV, et bien d'autres choses saugrenues. Le message est le suivant : être président, c'est si éprouvant, et la volonté de Sarkozy et Hollande de se battre contre Marine Le Pen est un acte héroïque, transcendant. Comme le dit Sarko dans le film, il EST la France. Sarkozy et Hollande sacrifieraient au final leur vie tranquille dans le 16ème et en Corrèze pour pouvoir défaire l'extrême-droite sui-

vant une mystique mission qui leur serait confiée par la nation.

Le film se termine comme un cheveu sur la soupe pour tenter de nuancer un peu ce ridicule front républicain : la femme de Hollande se fait remarquer par un discours spontané. Ce sera finalement probablement elle l'opposante à Marine Le Pen en tant que candidate incarnant le féminisme bourgeois.

Voilà la vision de la démocratie bourgeoise que nous peint Anne-Fontaine Sibertin-Blanc : le pouvoir, c'est quand même pas facile, les candidats sont courageux. Ils représentent le peuple finalement, vivent un peu comme lui et ne veulent que son bien. Marine Le Pen est la seule bête immonde contre laquelle il faut opposer l'union sacrée. Le peuple derrière les idées « modérées » et « progressistes » bourgeoises saura ainsi vaincre le fascisme. Le film ne pouvait pas se terminer sans une petite leçon de morale à ce peuple qui ne comprendrait rien à rien et qui n'est pas vraiment disposé à cette union sacrée : « Nous sommes en effet les seuls à penser qu'un homme ne se mêlant pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. » — Périclès. Les seules personnes inutiles sont tous ces bourgeois parasites comme Anne Fontaine qui nous servent des films nullissimes et vivent sur le dos du peuple travailleur qu'ils méprisent tant.



## ABONNEMENT / CONTACT

Contactez-nous si vous souhaitez :

- > Envoyer un article / une production artistique
- > Donner votre avis / faire des propositions
- > Diffuser le journal dans votre quartier

[causedupeuple@protonmail.com](mailto:causedupeuple@protonmail.com)

[🐦](#) [📷](#) [f](#) @cause\_du\_peuple

**ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA  
POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !**